Affaire Boukrourou contre France : nouvelle condamnation symptomatique d'une relation tourmentée entre forces de l'ordre et citoyens

Interdiction des traitements inhumains et dégradants (Article 3 CEDH)

Laura Achkouyan, Juliette Lusson et Indira Fazolo

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3766>

DOI : 10.4000/revdh.3766

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Laura Achkouyan, Juliette Lusson et Indira Fazolo, « Affaire Boukrourou contre France : nouvelle condamnation symptomatique d'une relation tourmentée entre forces de l'ordre et citoyens », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 11 février 2018, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3766> ; DOI : 10.4000/revdh.3766

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Tous droits réservés

Affaire Boukrourou contre France : nouvelle condamnation symptomatique d'une relation tourmentée entre forces de l'ordre et citoyens

Interdiction des traitements inhumains et dégradants (Article 3 CEDH)

Laura Achkouyan, Juliette Lusson et Indira Fazolo

« Le policier ou le gendarme est au service de la population. Sa relation avec celle-ci est empreinte de courtoisie (...). Respectueux de la dignité des personnes, il veille à se comporter en toute circonstance d'une manière exemplaire, propre à inspirer en retour respect et considération » (Code de déontologie de la police nationale et de la gendarmerie nationale)

« Il n'y a pas d'antagonisme entre sécurité et déontologie pour ceux auxquels est confiée la force. L'action des fonctionnaires doit être en harmonie avec les principes démocratiques auxquels ils ont choisi de se soumettre pour l'avantage de tous. » (Commission nationale de déontologie et de sécurité, rapport d'activité 2004)

- 1 Huit ans après la mort de M. Boukrourou atteint de troubles psychiatriques, la Cour européenne des droits de l'homme (Cour EDH) condamne une fois de plus l'État français sur le fondement de l'article 3 de la Convention EDH pour traitements inhumains et dégradants infligés par les services de police. Monsieur Boukrourou (ci-après « M. B. ») s'était rendu dans une pharmacie, le 12 novembre 2009, où il se procurait régulièrement un traitement contre les troubles psychiatriques. Il souhaitait échanger certains médicaments dont il n'était pas satisfait. Énérvé par le refus des pharmaciens, il développa des propos incohérents et devint menaçant envers le personnel de l'officine. Impuissants, les pharmaciens ont contacté la police qui arriva rapidement sur les lieux. Les officiers de police ont alors demandé à M. B. de sortir de la pharmacie, ce qu'il refusa. Ce refus conduisit deux officiers à le saisir par le bras, un autre par le mollet, en tentant de le faire sortir de la pharmacie, puis de le faire entrer dans le véhicule de police.

L'intéressé ne cessant de se débattre, les policiers lui ont asséné des coups de poing dans le plexus, et se sont positionnés à plusieurs sur lui alors qu'il était face au sol pour l'empêcher de bouger et le menotter. Informés du trouble psychiatrique de l'intéressé, les fonctionnaires de police ont rapidement appelé les sapeurs-pompiers, ainsi que le SAMU. La respiration et la circulation sanguine de M. B. s'arrêtèrent. Malgré les tentatives de réanimation des secours, l'intéressé décéda.

- 2 Afin de clarifier les causes de la mort de M.B., une enquête fut diligentée. Le rapport du médecin légiste établit que la « défaillance du cœur a potentiellement été favorisée par l'état de stress et d'agitation présentée par l'intéressé lors de son interpellation », mais que les lésions traumatiques repérées « n'ont pas participé directement à la survenue du décès ». Dans un autre rapport, les médecins arrivèrent à la même conclusion selon laquelle M. B. « est décédé subitement de troubles du rythme cardiaque, sans contexte d'asphyxie mécanique » en rappelant le rôle du stress aigu. Il résultait ainsi de l'ensemble des différents rapports que la mort n'était pas due de manière directe aux gestes des policiers, mais bien à des troubles cardiaques liés, d'une part, à une maladie dont M. B. lui-même n'avait pas connaissance et, d'autre part, au stress de l'intervention.
- 3 Les quatre policiers furent mis en examen pour homicide involontaire par violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi. Les juges d'instruction rendirent une ordonnance de non-lieu à statuer. Les requérants (sa veuve, ses frères, sœurs et parents) ont alors interjeté appel. La chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Besançon confirma l'ordonnance de non-lieu à statuer. De la même façon, le pourvoi en cassation aboutit à un rejet de la part de la Cour.
- 4 Confronté à l'échec dans l'ordre interne, les requérants se sont tournés vers la Cour EDH, devant laquelle ils ont invoqué une violation de la Convention, plus précisément des articles 2 sur le droit à la vie, et 3 sur l'interdiction des traitements inhumains et dégradants. À l'échelon régional, le recours a finalement abouti à une condamnation de la France sur le fondement d'une violation de l'article 3 de la Convention.
- 5 La France a déjà été condamnée par la Cour de Strasbourg à de nombreuses reprises sur des questions avoisinantes. On rappellera l'arrêt *Tomasi c. France* de 1992¹ relatif à des actes de violence physique commis par les forces de l'ordre. M. Tomasi avait été laissé sans manger pendant sa garde à vue, mis à nu pendant plusieurs heures, et tabassé. Cinq années plus tard, en 1999, dans la célèbre affaire *Selmouni*², la Cour a de nouveau condamné la France pour actes de tortures commis par des fonctionnaires de police dans le cadre d'une procédure relative à un trafic de stupéfiants. M. Selmouni avait été, lui aussi, roué de coups, frappé à l'aide d'une batte de baseball et violé. Deux autres condamnations de la France ont été prononcées en 2004 dans les affaires *Rivas*³ et *R.L. et M. J.D.*⁴, l'une pour un interrogatoire ayant entraîné chez le suspect une fracture d'un testicule, et l'autre pour usage immodéré de la force au moment de procéder à l'interpellation du suspect. En 2010, enfin, un même usage immodéré de la force, au cours d'une opération de vérification d'identité cette fois, est condamné par la Cour dans l'arrêt *Darraj*⁵.
- 6 Problème systémique en France – amplifié par le contexte sécuritaire actuel – les violences policières donneraient aujourd'hui lieu à « près d'un décès par mois lors d'opérations de police ou de gendarmerie »⁶ selon l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT). Malgré l'absence de données officielles émanant des services de

police, les statistiques rapportées par le Défenseur des droits⁷ sont révélatrices d'une relative dégradation des relations entre les forces de l'ordre et la population : d'une part, les réclamations reçues concernant la « déontologie et la sécurité » ont augmenté de 910 en 2015 à 1225 en 2016, et, d'autre part, près de 33 % des réclamations adressées au Défenseur des droits en 2016 dans le domaine de la déontologie de la sécurité concernaient en particulier les violences. Pour autant, il est nécessaire de nuancer ces données : dans une enquête également menée par le Défenseur des droits, 82 % des personnes interrogées disaient faire confiance à la police⁸. De multiples faits divers, tels que le cas récent des quatre policiers de Seine-Saint-Denis mis en examen pour viol et violences au cours d'une interpellation d'un jeune habitant d'Aulnay-sous-Bois⁹, témoignent d'un problème sous-jacent souvent sanctionné par la Cour quand l'affaire parvient jusqu'à elle. De surcroît, au niveau international, le Comité contre la torture s'est, lui aussi « dit préoccupé par les allégations d'usage excessif de la force par les fonctionnaires de police et de gendarmerie » dans le cadre de ses observations finales de 2016¹⁰.

- 7 Il n'est pas rare que les questions de violences policières suscitent un sentiment de déséquilibre¹¹ : d'un côté, peu de condamnations sont effectivement prononcées à l'encontre des forces de l'ordre ayant commis des actes de violence ; d'un autre côté, les mêmes actes commis par la population envers des agents sont sanctionnés de manière régulière et rapide. En ce sens, la loi n° 2017-258 du 28 février 2017 relative à la sécurité publique illustre pleinement ce dernier phénomène via le doublement des peines encourues en cas d'outrage aux personnes dépositaires de l'autorité publique¹².
- 8 S'agissant de l'affaire *Boukrourou*, la Cour fait, dans un premier temps, preuve de prudence concernant l'obligation de protection de la vie, voire de passivité face à une législation française très discutée depuis plusieurs années¹³ (I). Toutefois, dans un second temps, la Cour condamne une fois de plus la France sur le fondement de l'article 3 pour traitements inhumains et dégradants (II).

1°/ - La non-violation de l'article 2 de la Convention : la grande prudence de la Cour

- 9 La Cour retient tout d'abord que l'absence de lien direct entre les violences et la mort ainsi que l'imprévisibilité des conséquences mortelles de l'interpellation permettent d'écarter la violation de l'article 2 (A). Par ailleurs, elle procède à une interprétation étroite de l'obligation de protéger la vie (B).

A/ - Les violences et la mort, l'appréciation évasive de la Cour

- 10 Pour déterminer s'il y a eu violation de l'article 2, la Cour examine les actes des agents de l'État qui ont fait usage de la force mais aussi l'ensemble des circonstances de l'affaire¹⁴. Ainsi, elle recherche d'une part, si les actes subis par M. B. ont pu provoquer la mort et, d'autre part, si cette fin était prévisible.
- 11 En l'espèce, M. B. était atteint de pathologies psychiatriques graves connues du pharmacien qui en a averti les agents de police. Toutefois, tous ignoraient qu'il puisse souffrir d'une affection au cœur. Or, le médecin légiste estima que la cause du décès résidait dans la défaillance cardiaque, celle-ci ayant été favorisée par « un stress

émotionnel et physique intense et prolongé sur un sujet souffrant d'une atteinte athéromateuse sur une artère du cœur » (§59). Il n'y aurait donc pas ici de lien direct entre l'action des policiers et la survenance du décès de M. B. En comparaison, un lien direct avait, par exemple, été retenu dans l'arrêt *Saoud* du 9 octobre 2007. La Cour avait retenu que « le décès de M. Saoud est intervenu du fait de son immobilisation au sol par les policiers durant plus de trente minutes, alors qu'il était menotté aux chevilles et aux poignets. Le fait qu'il se soit débattu pendant ces longues minutes était certainement dû à une tentative pour se dégager de cette emprise insupportable, qui accroissait ses difficultés respiratoires »¹⁵.

- 12 S'il n'y a pas de lien « direct » entre la force employée et le décès, il n'en demeure pas moins qu'il existe bien un lien de causalité, même ténu¹⁶. L'intervention des policiers a augmenté l'état de stress de M. B. déjà élevé par l'altercation qui venait de se tenir avec les pharmaciens. Un expert psychiatre estime que les actions des agents de police ont pu être interprétées de « manière délirante ». C'est cet état de stress accru qui est susceptible d'avoir provoqué, voire accéléré la mort de M. B. La Cour va jusqu'à considérer qu'« il n'est a priori pas exclu que la force infligée à cette fin ait [...] provoqué l'issue fatale » (§60).
- 13 En outre, la Cour justifie l'absence de violation de l'article 2 par l'imprévisibilité de la conséquence fatale. Elle adopte le raisonnement suivant : l'affection au cœur de M. B. étant inconnue de l'intéressé lui-même, ainsi que des agents, ces derniers n'ont pas pu être en mesure de choisir une technique d'arrestation pleinement adaptée. Le seul élément dont ils avaient connaissance à propos de l'état de santé de M. B. était sa vulnérabilité tirée de la pathologie psychiatrique. Sur ce point, on peut se demander dans quelle mesure une personne souffrant de ce type de trouble serait capable d'avertir les agents de son état de santé, quand bien même il en serait conscient. Il semblerait que la pathologie mentale puisse faire obstacle à la conscience de la maladie ou à la capacité même de la personne à en faire état, a fortiori pendant une arrestation qui se déroule très rapidement. Ainsi, la part d'imprévisibilité étant plus grande pour une personne souffrant de troubles mentaux, il semble nécessaire d'apprécier ces situations particulières au regard d'une large obligation de précaution à l'égard des policiers. L'imprévisibilité ne serait alors plus une cause de dédouanement en cas de mort causée indirectement par l'intervention des forces de l'ordre.
- 14 Dans ses conclusions, le Défenseur des droits dénonce « la précipitation avec laquelle les actes des policiers s'étaient enchaînés », ce qui les avait conduits à faire « une appréciation erronée de la situation de M. B. et à réagir de façon stéréotypée, sans adapter leur comportement au cours de l'intervention » (§39). Se pose par conséquent la question fondamentale de la formation des fonctionnaires de police concernant la prise en charge de personnes vulnérables. En effet, si les mesures employées par les forces de l'ordre avaient été adaptées aux troubles psychiatriques de M. B., l'intervention n'aurait pas provoqué l'augmentation de son stress et, en cascade, sa défaillance cardiaque mortelle. En ce sens, la Cour, pour prononcer la violation de l'article 3, reconnaît que les violences en cause « pourraient » s'expliquer par un « manque de préparation, d'expérience, de formation adéquate ou d'équipement » (§87). Un aveu de la Cour pourtant sans effet, puisqu'elle n'ordonne à aucun moment à l'État français dans cet arrêt d'adapter ou de modifier sa législation pour pallier ce manque de formation, enjeu central du problème des violences policières.

- 15 Par cette lecture, la Cour n'impose pas aux États de contraindre les forces de police à une précaution accrue à l'égard des personnes atteintes de troubles mentaux. Toutefois, repose toujours sur eux une obligation positive de protéger la vie.

B/ - Une lecture restrictive de l'obligation positive de protéger la vie

- 16 L'obligation de « protection de la santé » des personnes placées en garde à vue ou venant d'être interpellées découle de leur état de dépendance vis-à-vis des autorités de l'État. Doivent donc être dispensés, avec diligence, « des soins médicaux lorsque l'état de santé de la personne le nécessite afin de prévenir une issue fatale » (§63). Dans le cadre de cette obligation, la Cour demande que soient mises en place des mesures « raisonnable[s] » afin de pallier « un risque réel et immédiat de perte de vie »¹⁷ de manière à ne pas faire peser sur les agents « un fardeau insupportable ou excessif » (§64). Dans ce cadre, la Cour s'interroge sur la prise en compte durant l'interpellation des forces de l'ordre de la pathologie psychiatrique de M. B. Elle considère que les agents de l'État « ne pouvaient ignorer la vulnérabilité résultant de cette pathologie » puisqu'ils avaient été avertis par la préparatrice en pharmacie du suivi psychiatrique de M. B.
- 17 Comme toute mise en œuvre de l'obligation de protection, la Cour retient que les agents de police ont demandé l'assistance des pompiers et du SAMU dans un délai très court après leur arrivée. Elle note, se fondant sur la retranscription des communications, que « les policiers sont arrivés sur site à 16 h 53 et ont demandé l'assistance des pompiers et du SAMU dès 16 h 58, soit 5 minutes seulement après leur arrivée ; les pompiers sont quant à eux arrivés à 17 h 07 ; à 17 h 20, le commandement a été informé que M. B. était en arrêt cardio-ventilatoire ; enfin, la présence du SMUR a été confirmée à 17 h 40 ».
- 18 La célérité de l'appel permet alors d'écarter tout manquement des autorités quant à leur obligation de protéger la vie de M. B. L'appel aux services de secours correspond en effet bien à une action positive des agents de police. Toutefois, on peut se demander si la protection n'aurait pas pu s'opérer en amont. La Cour constate en effet que « la force employée par les fonctionnaires de police, même si elle n'était pas fatale en tant que telle, étant néanmoins susceptible, face à l'état de faiblesse de M.B., de provoquer sa mort, ou pour le moins de l'accélérer ». La protection de la santé pourrait pourtant être entendue comme le fait de prendre toutes les précautions nécessaires avant la réalisation d'un risque morbide imminent. L'emploi d'une force proportionnée et de techniques adaptées à la vulnérabilité de la personne devraient alors être de rigueur. L'obligation de protection de la santé semble donc ici faire l'objet d'une lecture restrictive de la part de la Cour, d'autant qu'elle estime par ailleurs que « ces gestes, violents, répétés et inefficaces, pratiqués sur une personne vulnérable, sont constitutifs d'une atteinte à la dignité humaine et atteignent un seuil de gravité les rendant incompatibles avec l'article 3 ». Aussi, on peut raisonnablement s'étonner qu'un traitement inhumain ou dégradant puisse être compatible avec une véritable protection de la santé.
- 19 Il reste qu'en l'état actuel de la jurisprudence, l'appel aux services de secours dans un temps raisonnable suffit donc à remplir l'obligation de protéger la vie posée par l'article 2 de la Convention, et ce malgré des mauvais traitements entraînant la mort. Les critères retenus pour établir une violation de l'article 2 sont donc restreints et conduiront en pratique à des condamnations seulement dans des cas extrêmes, la Cour privilégiant une sanction au titre de l'article 3.

2°/ - La violation de l'article 3 de la Convention : une nouvelle condamnation confirmant un problème systémique français

- 20 En ce qui concerne l'allégation de violation de l'article 3 de la Convention, les juges de Strasbourg, en reprenant une jurisprudence constante, estiment contraire à la dignité humaine le traitement dispensé par la police française à M. B., notamment en raison de sa vulnérabilité due aux troubles mentaux (A). Sans pour autant opérer de revirement de jurisprudence, la décision de la Cour met en évidence les enjeux de la violence policière en France et le fossé existant entre son appréciation et celle des juridictions nationales (B).

A/ - Intervention policière et mauvais traitement : le rappel d'une jurisprudence consacrée

- 21 Les requérants soutiennent que les deux coups de poings, le menottage et les gestes d'immobilisation, dirigés par la police à l'encontre de M.B., n'étaient ni nécessaires ni proportionnés au but à atteindre. Ils estiment que d'autres procédés auraient pu être mis en œuvre pour calmer M. B., étant donné qu'il n'était pas dangereux pour lui ou pour autrui.
- 22 Dans son appréciation, la Cour rappelle que la torture et les traitements inhumains ou dégradants sont interdits de façon absolue par l'article 3 de la Convention. Elle commence ainsi par rappeler sa jurisprudence bien établie depuis les années 1970 selon laquelle « pour tomber sous le coup de l'article 3, un mauvais traitement doit atteindre un minimum de gravité, et l'appréciation de ce minimum est relatif par essence »¹⁸. En ce sens, le minimum de gravité est apprécié de manière casuistique, et dépend, en ce qui concerne la situation d'espèce, des effets physiques et mentaux ressentis par la victime, ainsi que de son état de santé.
- 23 Sur ce point, on peut constater d'emblée que les troubles mentaux dont était atteint M. B. (dont les policiers avaient connaissance) jouent un rôle central dans l'affaire. En effet, les gestes ordinaires d'une intervention de police, tels que montrer son insigne, peuvent créer davantage de stress à une personne souffrant d'une maladie mentale qu'à une personne non souffrante. En s'appuyant sur l'analyse de l'expert psychiatre, la Cour estime ainsi que M.B. « aurait pu vivre ces gestes sur un mode très persécutif » (§85), au sens où M. B. n'était sans doute même pas en mesure de comprendre l'action des policiers.
- 24 En écartant l'intention d'humilier comme un prérequis de la caractérisation du mauvais traitement, la Cour fait comprendre que dans les cas des personnes privées de liberté et des malades mentaux, l'usage de la force doit faire l'objet d'une précaution suffisante et ne doit pas dépasser ce qui est strictement nécessaire. Elle procède à un contrôle strict de proportionnalité de l'action des policiers et écarte ainsi l'allégation du gouvernement selon laquelle « les coups portés à l'abdomen constituent un geste technique enseigné aux fonctionnaires de police dans le but de favoriser un menottage par un effet de surprise » (§74). Non seulement la force utilisée par les policiers n'était ni nécessaire, ni justifiée, mais la violence des coups de poings n'a pas même contribué à maîtriser M. B. Au

contraire, cela a provoqué chez lui une augmentation de son agitation et de sa résistance à l'intervention des agents de police. Bien qu'elles aient rendu et confirmé l'ordonnance de non-lieu, les juridictions internes elles-mêmes avaient reconnu le caractère « inhabituel » des gestes des agents.

- 25 Les requérants reprochent aux agents de police d'avoir directement employé la force contre M. B., sans qu'il présente une menace pour la vie ou pour l'intégrité physique d'autrui. Déjà menotté et à l'intérieur du fourgon, l'intéressé était immobilisé, « trois policiers debout et pesant de tout leur poids sur différentes parties de son corps, le premier le chevauchant accroupi au niveau des épaules, le deuxième debout sur ses fesses et le troisième debout sur ses mollets ». La Cour constate que les officiers étaient incapables de régler la situation (§86), incapacité amplifiée par la vulnérabilité de la victime (face à sa maladie mentale et à la privation de sa liberté) qui exigeait un niveau particulier de prudence.
- 26 Même si les normes de déontologie de la police française sont mentionnées dans l'arrêt, la Cour ne rentre pas dans l'analyse spécifique de ces textes : la conformité de l'action des agents aux dispositions internes ne ferait pas, quoi qu'il en soit, échapper la France à un jugement de contrariété à l'article 3 de la Convention. Par conséquent, une action qui suit strictement les normes internes peut tout de même être considérée contraire à l'article 3. Par ailleurs, la Cour agit dans la présente affaire comme une véritable instance révisionnelle. À l'inverse de sa tendance récente à privilégier le volet procédural du grief invoqué par les parties¹⁹, elle ne met pas l'accent sur un éventuel défaut de la procédure de droit interne. Au contraire, même si cela est implicite, elle privilégie la constatation d'une erreur de fond dans l'appréciation des juridictions nationales. Les juges de Strasbourg estiment ainsi que la force utilisée, notamment les coups de poings portés à M.B., « constituent un traitement ni justifié ni strictement nécessaire, infligé à une personne vulnérable qui ne comprenait manifestement pas l'action des policiers » (§85). Ils constatent l'atteinte à la dignité humaine avec un niveau de gravité incompatible avec l'article 3 de la Convention. Par conséquent, l'État français est condamné à verser la somme totale de 30 000 euros en raison du préjudice moral subi par l'épouse, les parents et les enfants de M. B.
- 27 La condamnation pour mauvais traitement est cohérente avec la jurisprudence déjà consacrée de la Cour en la matière. Elle est ainsi attendue. En revanche, cette affaire possède une portée propre non négligeable dans la mesure où elle met en évidence la problématique de la violence policière en France ainsi que le décalage entre l'appréciation des juges de Strasbourg et celle des autorités nationales en ce domaine.

B/ - Le décalage entre les exigences européennes et l'appréciation des juridictions nationales

- 28 La décision de la présente affaire n'est pas surprenante au regard de la jurisprudence de la Cour, déjà bien établie, concernant les violences policières. Toutefois, elle revêt une importance particulière au regard de l'inaction de l'État français face à ce problème endémique, malgré des nombreuses condamnations pour mauvais traitement des personnes privées de liberté²⁰.
- 29 En effet, l'impunité de la violence policière en France a fait l'objet de plusieurs dénonciations par des organisations non-gouvernementales, dont l'ACAT, qui pendant 18

mois a conduit une enquête sur l'usage de la force par les autorités françaises, afin d'exposer « au grand jour l'opacité, l'omerta et l'impunité qui entourent les violences policières »²¹. Sur une période de 10 ans et 89 affaires, l'ACAT constate que seules 7 ont abouti à des condamnations. Sur ces 7 condamnations, seulement 6 ont donné lieu à des peines de prison avec sursis, incluant les cas d'homicide ou blessures graves provoquant une infirmité²².

- 30 Au-delà de la réparation juste et nécessaire à la famille de la victime, la portée de cet arrêt déborde le cas d'espèce, au regard des violences policières répétées en France. Cet arrêt reflète le « fossé »²³ récurrent dans ce domaine entre l'analyse de la Cour et celle des autorités françaises, qui en dernier ressort avait prononcé un non-lieu à statuer, considérant qu'« aucune maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de prudence ou de sécurité (...) ni aucune faute caractérisée ne pouvait être imputée aux policiers » (§46). De son côté, la Cour de Strasbourg estime que les gestes portés à M. B. ont été violents, répétés et inefficaces, motif pour lequel ils constituent une atteinte à la dignité humaine. Elle reconnaît également que, malgré l'absence d'intention de la part des policiers, leurs actions expriment « un manque de préparation, d'expérience, de formation adéquate ou d'équipement » (§87).
- 31 Certes, on peut regretter l'excès de prudence de la Cour par rapport à l'appréciation du grief tiré de l'article 2 de la Convention, justifiée par l'imprévisibilité du décès de M. B. Mais, en tout état de cause, il s'agit d'une importante réparation accordée aux requérants ainsi qu'un message renouvelé, adressé aux autorités françaises. Cet arrêt, s'il satisfait par la condamnation sur le fondement de l'article 3, déçoit là où on aurait pu en attendre le plus de la part de la Cour, c'est-à-dire sur l'exigence, aujourd'hui urgente, d'une modification de la législation française pour une meilleure formation des forces de l'ordre.

*

Cour EDH, 16 novembre 2017, *Boukrourou et autres c. France*, n° 30059/15

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. Cour EDH, 27 août 1992, *Tomasi c. France*, n° 12850/87.
2. Cour EDH, 28 juillet 1999, *Selmouni c. France*, n° 25803/94.
3. Cour EDH, 1er avril 2004, *Rivas c. France*, n° 59584/00.

4. Cour EDH, 19 mai 2004, *R.L. et M.-J.D. c. France*, n° 44568/98.
5. Cour EDH, 4 novembre 2010, *Darraj c. France*, n° 34588/07.
6. ACAT, *L'ordre et la force. Enquête sur l'usage de la force par les représentants de la loi en France*, mars 2016, p. 14.
7. Défenseur des droits, *Rapport annuel d'activité 2016*, 23 février 2017.
8. Défenseur des droits, *Enquête sur l'accès aux droits, Volume 1 - Relations police / population : le cas des contrôles d'identité*, 23 janvier 2017.
9. Simon Auffret, « Affaire d'Aulnay : la qualification de "viol" au centre de l'enquête », *Le Monde*, 17 février 2017.
10. Comité contre la torture (CAT), *Observations finales du Comité contre la torture concernant le 7ème rapport périodique de la France*, ONU, 04 mai 2016.
11. À ce propos, le sociologue Cédric Moreau de Bellgain, dans son ouvrage « *Force publique. Une sociologie de l'institution* » (Paris, Économica, coll. « Etudes sociologiques », 2015) constate un « écart entre le nombre de plaintes déposées pour des violences et le nombre de sanctions prononcées ». De même, le syndicat de la magistrature dans un communiqué de presse « *Pour Rémi Fraisse : oser la vérité et la justice !* » du 26 octobre 2015 a déclaré : « L'institution judiciaire doit se confronter à l'accusation d'impunité qui lui est faite. Elle ne doit pas occulter le hiatus qu'elle entretient entre son traitement prompt des illégalismes populaires, au nombre desquels les près de 15000 condamnations annuelles pour outrage et rébellion, et celui plus lent et semé d'embûches des infractions commises par des policiers. ».
12. Nouvel article 433-5 du Code pénal ; voir en ce sens l'avis du 23 février 2017 de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme : CNCDH, *Avis sur la loi relative à la sécurité publique*, 23 février 2017, p. 14.
13. A l'occasion du lancement d'une réforme du recrutement et la formation des policiers, M. Bernard Cazeneuve avait tenu un discours le 2 juin 2016 dans lequel il estimait « nécessaire de permettre aux agents (...) d'accéder dès le début de leur carrière, puis tout au long de celle-ci, à des actions de formation continue adaptées à leurs besoins. Les policiers doivent pouvoir se former à l'ensemble des évolutions techniques, juridiques voire sociétales qui conditionnent l'exercice de leur mission. »
Plus récemment, par une réponse à une question écrite n° 593 d'Emmanuelle Ménard du 8 août 2017, le Ministre de l'Intérieur Gérard Collomb évoquait également une future réforme prévoyant quant à elle l'augmentation des budgets de la police nationale, ainsi que de ses moyens matériels, et des recrutements, sans envisager pour autant une formation accrue : « dès 2018, le budget des forces de sécurité intérieure augmentera de 1,5 % par rapport à 2017, pour atteindre 12,8 Md €. (...) Le seul budget de la police nationale augmentera de 1,9 % par rapport à 2017. Cette différence permettra de débloquer, dès le début de gestion, des montants plus élevés afin de réaliser des travaux immobiliers et de passer des commandes de véhicules plus rapidement ».
14. Cour EDH 27 sept. 1995, *McCann et autres c/ Royaume-Uni*, n° 18984/91.
15. Cour EDH 9 oct. 2007, *Saoud c/ France*, n° 9375/02.
16. Gérard Gonzalez, « Droit à la vie - Ceci n'est pas une bavure ! », *La semaine juridique Edition Générale*, n° 49, 4 décembre 2017, 1289.
17. Cour EDH 28 oct. 1998, *Osman c. Royaume-Uni*, n° 87/1997/871/1083, § 116. Cour EDH 7 fév. 2006, *Scavuzzo-Hager et autres c. Suisse*, n° 41773/98, § 66, et *Saoud c/ France*, n° 9375/02, § 99.
18. Cour EDH 18 jan, 1978, *Irlande c. Royaume-Uni*, n° 5310/71.
19. Cour EDH 5 juin 2015, *Lambert et autres c. France*, n. 46043/14.
20. Cour EDH 28 juil. 1999, *Selmouni c. France*, n° 25803/94. ; Cour EDH 17 avril 2014, *Guerdner c. France*, n° 68780/10.
21. ACAT, *L'ordre et la force. Enquête sur l'usage de la force par les représentants de la loi en France*, op. cit., p. 112.
22. *Idem*, p. 86.

23. L'avocat de la famille de M. B. a estimé que cet arrêt « révèle une fois de plus le fossé qui existe entre l'appréciation des magistrats de la Cour EDH et ceux des juridictions françaises dans ce type de dossier » (Julia Pascual, « La France condamnée pour mauvais traitements lors d'une interpellation », *Le Monde*, 17 novembre 2017).

RÉSUMÉS

La Cour européenne des droits de l'homme condamne une fois de plus l'État français pour traitements inhumains et dégradants infligés par les services de police. Dans son analyse, la Cour fait preuve de prudence concernant l'obligation de protection de la vie et retient l'argument de l'imprévisibilité des conséquences mortelles de l'interpellation. Toutefois, intégrant le sentiment prégnant d'impunité des forces de l'ordre, la Cour juge l'action policière contraire à l'article 3 de la Convention et met en évidence le fossé existant entre son appréciation et celle des juridictions nationales...

AUTEURS

LAURA ACHKOUYAN

Étudiante du master 2 « Droits de l'Homme » à l'Université Paris Nanterre

JULIETTE LUSSEN

Étudiante du master 2 « Droits de l'Homme » à l'Université Paris Nanterre

INDIARA FAZOLO

Étudiante du master 2 « Droits de l'Homme » à l'Université Paris Nanterre